

Gouvernance et Réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA : Comptabilisation du mécanisme de transmission

Ibrahim MOHAMED BELLO¹

*Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion (FADEG)
Université de Tahoua (UTA), BP : 255 Tahoua-Niger
E-mail : medbello2003@yahoo.fr*

RESUME

Face à l'échec des Programmes d'Ajustement Structurel, la gouvernance est apparue dans les discours des institutions de coopération bilatérales et multilatérales à partir des années 1990. Le nouveau modèle prôné intègre désormais la notion de la gouvernance dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques du développement et de réduction de pauvreté. L'objectif de cette étude est de vérifier empiriquement la relation entre la gouvernance et la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA en comptabilisant la croissance comme mécanisme de transmission. L'estimation du modèle en panel de 1996 à 2005 par la méthode des « Residual-Generated Regressors (RGR) » de Pagan (1984), met en exergue les résultats suivants : la gouvernance n'a pas contribué de façon directe à la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA. Cependant, la gouvernance agit indirectement sur la pauvreté dans les pays de l'Union, par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique.

*Mots clés : Gouvernance publique, Pauvreté, Mécanisme de transmission, UEMOA.
Classification JEL: C13, C33, I30, O43*

ABSTRACT

Given the failure of Structural Adjustment Programs, governance has emerged in the discourse of bilateral and multilateral cooperation institutions in the 1990s. The advocated new model now incorporates the notion of governance in the design and implementation of public policies for development and poverty reduction. The objective of this study is to test empirically the relationship between governance and poverty reduction in the WAEMU countries by counting growth as the transmission mechanism. The estimation of model from 1996 to 2005 by the "Residual-Generated Regressors (RGR)" method from Pagan (1984) highlights the following results: governance did not contribute directly to poverty reduction in WAEMU countries. However, governance indirectly affects poverty through its influence on economic growth.

*Key words: Public governance, Poverty, Transmission mechanism, WAEMU.
JEL classification: C13, C33, I30, O43*

¹ L'auteur tient à remercier Douzounet Mallaye de l'Université de Yaoundé II-Soa pour ses remarques et suggestions dans la version préliminaire de ce papier, et tous les collègues qui l'ont relu et encouragé. Toutefois, il reste seul responsable des erreurs et imprécisions qui pourraient subsister.
E-mail : medbello2003@yahoo.fr

INTRODUCTION

La question du développement économique et social est une préoccupation ancienne des nations du monde. Cependant la prise en compte de la gouvernance dans le processus de la croissance conduisant à la réduction de la pauvreté est un phénomène relativement récent. En effet, face à l'échec des Programmes d'ajustement Structurel (PAS) dans les Pays en Développement (PED), un consensus s'est établi sur le rôle de la gouvernance et des institutions sur la croissance économique et le Bien être. Ainsi, les promoteurs de ces PAS considèrent que l'échec de ces politiques est tout simplement imputable à la non prise en compte d'une seule notion : la « gouvernance » et précisément la « bonne gouvernance ». Cette dernière est apparue en effet pour la première fois en 1989 dans une étude de la Banque Mondiale². Ce qui marque l'abandon de l'approche purement économique (ou « économiciste » selon certains auteurs) des problèmes de développement par les Institutions de Bretton Woods (IBW), au profit d'une plus grande attention accordée aux retombées sociales et politiques des plans de stabilisation macroéconomique et d'ajustement structurel, ainsi qu'au contexte national et institutionnel spécifique, et aux modalités de leur mise en œuvre. Cette évolution dans la vision et la conception du développement est perçue comme un changement de paradigme dans la problématique du développement (Otando, 2008 ; Kassé, Non Daté ; Boutaleb, 2005). En effet, une des particularités des Documents de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)³ est qu'ils tiennent compte du contexte national spécifique et intègrent désormais les questions de gouvernance⁴. A titre d'exemple, la qualité de la gouvernance et sa promotion font partie intégrante des axes fondamentaux privilégiés des DSRP respectifs des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté dans toutes ses dimensions et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fixés à l'horizon 2015 (Cf. : CSRP-Mali, 2006 ; CSLP-Burkina, 2004 ; SCR-P-Benin, 2007 ; SDRP-Niger, 2007). De même, au plan régional, la consolidation de la bonne gouvernance est le premier axe stratégique du Programme Economique Régional (PER) de l'UEMOA, en vue d'accélérer la croissance, réduire la pauvreté et atteindre les OMD (UEMOA, 2006).

Pour la Banque Mondiale (1992) : « *la gouvernance est une affaire de management ou de réformes institutionnelles en matière d'administration, de choix de politique, d'amélioration de la coordination et de fourniture de services publics efficaces* ». Etant donc plus large que la simple démocratie, la gouvernance suppose alors la capacité des gouvernements à formuler et à mettre en œuvre des politiques publiques convenables et efficaces, et garantir un service public aux citoyens. En effet, dans un environnement comme celui de l'UEMOA où l'Etat joue un rôle de facilitateur et régulateur de l'activité économique et sociale, il s'agit surtout d'harmoniser la gestion publique avec les règles d'une économie ouverte aux lois du marché, assise sur les critères de performance et de compétitivité. La bonne marche des activités économiques conduira à une amélioration du bien être et de conditions de vie de la population, d'où la réduction de la pauvreté. Cependant, quelques soient les politiques suivies, les objectifs de réduction de la pauvreté ne peuvent être atteints sans une croissance économique soutenue et durable. Cette dernière est au cœur du

² The World Bank, "Sub Saharan Africa from crisis to sustainable growth. A long term prospective study", November 1989 [cité par Boutaleb (2005), p.6].

³ Notons que ces DSRP, jadis en vigueur dans tous les pays de l'UEMOA, sont rédigés non pas par les experts du FMI ou de la Banque Mondiale, mais par les gouvernements des pays pauvres eux-mêmes, suivant une approche participative.

⁴ La question de la gouvernance reste l'originalité caractéristique de tous les documents de politique post-ajustement dans les pays en développement, notamment les DSRP en vigueur dans tous les pays de l'UEMOA.

processus du développement, si bien que sans elle, il est impossible d'avoir un développement durable et de réduire de la pauvreté (Dwight et al, 2008). Or tout ceci n'est possible, du moins, dans une économie du marché, que si le secteur privé trouve bien les conditions de son plein épanouissement. Ce qui ne saurait se faire sans une gouvernance bonne et efficace. Il apparaît alors clair que l'objectif majeur de la gouvernance est l'institutionnalisation d'une approche de réduction de la pauvreté basée sur la promotion du secteur privé, moteur de la croissance économique, principal créateur et pourvoyeur d'emploi dans une économie de marché.

En effet, un des aspects de la gouvernance dans son mode opératoire est l'institution des conditions pour faciliter la création de la richesse et sa répartition équitable (SCRIP-Benin, 2007). Etant donné que la croissance est bonne pour les pauvres (Dollar et Kraay, 2002), cet aspect de la gouvernance met en relief la condition première pour le succès toute politique de réduction de la pauvreté, notamment la croissance. Ainsi, la gouvernance agirait sur la réduction de la pauvreté par l'intermédiaire de son influence sur la croissance économique. Dit autrement, la croissance économique pourrait être un mécanisme de transmission des effets bénéfiques de la gouvernance à la réduction de la pauvreté. L'objectif général de cette étude est alors de vérifier empiriquement la validité de ce mécanisme de transmission, particulièrement pour les pays de l'UEMOA.

Dans ce papier, le plan que nous adoptons s'articule principalement autour de trois points. Après une revue de la littérature sur les effets directs et indirects de la gouvernance sur la pauvreté, nous passerons à une modélisation économétrique qui servira de base à notre analyse. Le dernier point de cet article sera consacré à la présentation et l'interprétation des résultats.

I. EFFETS DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE SUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

De nos jours, une abondante littérature est produite pour montrer le rôle de la gouvernance dans les performances économiques et par conséquent la réduction de la pauvreté. Notons que dans cette littérature, les termes de bonne gouvernance et de qualité des institutions sont employés de façon interchangeable (Attila, 2007) car la problématique de la bonne gouvernance relève avant tout de celle des institutions (Coissard et Ferguène, 2006 ; Robinson, 2009). Toutefois, la plupart des travaux sur l'économie de la gouvernance se sont focalisés sur les performances économiques des pays mais très rarement sur la pauvreté, et portent le plus souvent sur des modèles à forme réduite. Le rôle de la gouvernance dans la réduction de la pauvreté est alors l'un des thèmes les moins explorés par la littérature. En effet, l'utilisation d'un modèle structurel avec comptabilisation de la croissance comme canal de transmission de la gouvernance à la réduction de la pauvreté fonde l'originalité de cet article.

1.1. Effets directs de la gouvernance sur la réduction de la pauvreté

Dans son rapport intitulé « *Vaincre la pauvreté humaine* » paru en 2000, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a constaté, suite à une enquête menée sur les projets relatifs à la pauvreté pour étudier les éléments de succès et d'échec, que la gouvernance constitue le chaînon faible entre les efforts consentis et les résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté.

Par ailleurs, l'influence directe de la gouvernance sur la réduction de la pauvreté trouve son fondement dans les approches non monétaires de la pauvreté. Ces approches sont développées par le Prix Nobel d'Economie Amartya SEN pour lequel le progrès social et la démocratie sont des processus indissociables et qui se renforcent mutuellement. Selon *l'approche par les capacités*, est considéré comme pauvre, tout individu manifestant un certain manque par rapport aux habiletés et capacités humaines définies comme des « fonctionnements » (bien nourri, bien habillé et logé, être en bonne santé etc...) développés par Sen (1985) et qui matérialisent le bien être traduit en termes des droits positifs. Dans cette perspective, le respect de la liberté et le processus participatif dans la gestion de la chose publique constituent déjà un facteur de réduction de la pauvreté car l'essentiel selon Sen (1998) est que les individus soient libres de choisir le mode de vie qu'ils désirent. En effet, le processus participatif suppose l'implication active des citoyens dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté. Ce qui permet aux pouvoirs publics de prendre en compte effectivement les besoins et les préoccupations des populations dans l'élaboration des politiques publiques. C'est pourquoi, la bonne gouvernance et la démocratie sont considérées comme déterminants fondamentaux de la réussite des politiques économiques (Herrera et al., 2005), et représentent donc en elles-mêmes des dimensions constitutives non négligeables du bien-être des populations (PNUD, 2002).

1.2. Lien indirect entre gouvernance et pauvreté : le canal de la croissance

L'analyse du lien entre la gouvernance et la croissance économique d'une part, et la croissance et la pauvreté de l'autre, pourrait s'appréhender en termes de la réalisation de conditions de la croissance pro-pauvres (Haq et Zia, 2009), qui selon Ravallion (2004) désigne tout simplement une croissance profitable aux pauvres. En effet, la gouvernance dans un pays spécifique importe dans une large mesure pour une croissance économique soutenable ainsi que la redistribution des fruits de ladite croissance. Ce qui place la gouvernance comme garant du succès de toutes politiques de réduction de la pauvreté qui passeraient par la croissance économique et sa répartition équitable (SCRIP-Benin, 2007). Pour nous en rendre compte, nous envisageons une revue thématique axée sur l'importance de la gouvernance pour la croissance économique d'une part (a) et le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté d'autre part (b). Cela est d'autant plus évident que sans la croissance économique, il est impossible de réduire la pauvreté (Dwight et al, 2008) encore moins la création des « opportunités » en termes d'emploi, des infrastructures, les marchés, etc...pour combattre la pauvreté (Banque Mondiale, 2001).

1.2.1. Gouvernance publique et croissance économique

L'efficacité de la gouvernance et des institutions est une des cinq (5) grandes caractéristiques⁵ que partagent les pays à croissance rapide (Dwight et al, 2008). La gouvernance est donc d'une importance capitale pour le développement économique. En effet, les transactions économiques font intervenir des acteurs, dont l'insuffisance d'information peut compromettre sérieusement les anticipations et l'optimalité des actions. Les institutions ont pour vertu de réduire l'incertitude ainsi créée et sécurisent les transactions et les anticipations des acteurs (Meisel et Ould Aoudia, 2007 ; Banque Mondiale, 2010) par la réduction des asymétries d'information et du risque (Organisation Mondiale de Commerce, 2004).

⁵ Les quatre (4) autres caractéristiques sont : Stabilité macroéconomique et politique (1), Investissement dans la santé et l'éducation (2), Environnement favorable à l'entreprise privée (3) et la Géographie favorable (4) [cf. : Dwight et al. (2008), p. 102-117].

Dans un *Working Paper* de la *Commission on Growth and Development* de la Banque Mondiale, Acemoglu et Robinson (2008), ont montré que le principal déterminant des différences de revenus par tête, et donc du développement économique, entre les pays découle des différences dans les institutions économiques. Cela sous entend que la résolution des problèmes de développement passe par la réforme de ces institutions pour une amélioration de la gouvernance.

A l'instar de ces travaux sur la gouvernance, d'autres se proposent plutôt de mettre l'accent sur le rôle du commerce international (Sachs et Warner, 1995 ; Frankel et Romer, 1999) ou la géographie (Andrea, 2004) comme principaux déterminants du développement économique. Toutefois, en réexaminant ces travaux précédents, et en estimant les contributions respectives des institutions, de la géographie et du commerce dans la détermination du revenu, Rodrik, Subramanian et Francesco (2004) ont mis en évidence le rôle prépondérant de la qualité de la gouvernance et des institutions sur les autres variables pré-citées. Ces auteurs ont montré que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres est dû en grande partie à la différence dans la garantie des droits de propriété dans ces pays. Ce qui conforte davantage les vertus et les conclusions de l'approche institutionnaliste dans le processus de la croissance et du développement économique.

Par ailleurs, Amavilah (2009) a utilisé une approche de la fonction de production simple, pour estimer et comparer conjointement les effets de la globalisation et de la gouvernance sur les performances économiques de 35 pays de l'Afrique Sub-saharienne. L'auteur trouve que, en moyenne, la qualité des institutions, qu'elle soit mesurée par l'indice agrégé de la Banque Mondiale ou de la Fondation Mo Ibrahim, a un impact positif sur les performances économiques de ces pays. Cependant, en désagrégant ces mesures composites, les indices élémentaires qui les composent, ont des effets différents sur les performances économiques.

Concernant la relation de causalité, Kaufmann et Kraay (2002), dans un document intitulé « *Growth without Governance* » concluent à une forte causalité qui va de la gouvernance au niveau de revenu. En effet, ces auteurs ont trouvé d'une part, une forte relation causale, et positive, de la gouvernance vers le niveau de revenu ; et une relation causale faible, et négative du revenu par tête vers la gouvernance. Ainsi, si premier résultat met en évidence la pertinence de la bonne gouvernance pour le développement économique, le second lui, selon eux, est nouveau et exclut l'existence d'un cercle vertueux entre ces deux variables. La relation entre la gouvernance et le développement économique est donc une relation linéaire et à sens unique : des institutions vers le développement économique et non l'inverse.

1.2.2. Le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté

Le rôle de la croissance dans la réduction de la pauvreté a été principalement mis en évidence dans des travaux dédiés particulièrement au monde en développement.

La croissance économique est manifestement une condition nécessaire à la réduction de la pauvreté car « *la croissance est bonne pour les pauvres* » (Dollar et Kraay, 2002) affirme-t-on, pour les tenants de la *trickle down effects*. En effet, le rôle direct que joue la croissance dans l'amélioration de revenus des pauvres a été mis en évidence par nombres des travaux empiriques. Notons que la plupart de ces travaux examinent l'élasticité du revenu moyen des pauvres par rapport au revenu moyen national qui traduit l'impact de la croissance sur la pauvreté.

Les travaux de Deininger et Squire (1996) mettent en évidence la forte corrélation entre le revenu des pauvres et la croissance économique, et permettent de conclure que cette dernière contribue à la réduction de la pauvreté. Dollar et Kraay (2002)

s'appuient sur les données de Deininger et Squire (1996) et trouvent une élasticité unitaire entre le revenu moyen par tête et celui des 20% des individus les plus pauvres. Cette élasticité unitaire montre que le revenu par tête et le revenu des pauvres augmentent dans la même proportion : lorsque le revenu par tête augmente de 10% par exemple, le revenu des pauvres augmente également de 10%. Ce qui implique que la croissance économique profite aussi bien aux non-pauvres qu'aux pauvres : tout le monde en bénéficie.

Par ailleurs en examinant la relation entre la variation du revenu moyen et du taux de pauvreté sur un échantillon de 29 provinces en Chine, Gregory et al. (2005) trouvent que la croissance du revenu moyen est un instrument pour réduire la pauvreté. Il découle de leurs estimations une relation négative entre le logarithme du revenu moyen et le logarithme du taux de pauvreté. Il s'en suit qu'une augmentation de 1 point de pourcentage du revenu conduit à une réduction de pauvreté de 2,6%.

II. SPECIFICATION DU MODELE EMPIRIQUE

La méthodologie que nous proposons, consiste en la construction et l'estimation d'un modèle structurel *ad hoc* (un système de deux équations linéaires) spécifié en associant des variables de gouvernance aux variables de la croissance et de la pauvreté, en comptabilisant la croissance comme un canal de transmission des effets de la gouvernance à la réduction de la pauvreté. Ce qui suppose alors l'intégration dans le modèle *ad hoc*, d'une variable intermédiaire (croissance économique) pour prendre en compte l'effet indirect, à l'instar de l'effet direct, entre la gouvernance et pauvreté.

Le modèle structurel de base à estimer peut alors prendre la forme ci-après:

$$\begin{cases} \ln p_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 Gov_{it} + \alpha_2 \ln y_{it} + \alpha_3 X_{it} + \varepsilon_{it} \\ \ln y_{it} = \beta_0 + \beta_1 Gov_{it} + \beta_2 X_{it} + \mu_{it} \end{cases}$$

L'indicateur de gouvernance qui nous intéresse dans le cadre de cette étude est celui de la Banque Mondiale (ou indicateur KKM) qui est un indice composite qui analyse la gouvernance dans six dimensions à savoir :

- **Gouvernance politique** :
 - *Voix citoyenne et responsabilisation (VA)* : qui capte le degré de participation des citoyens au processus politique, la liberté d'association et la liberté de presse ;
 - *Stabilité politique et absence de violence (PS)* ou la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement du gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents.
- **Gouvernance économique** :
 - *Efficacité du gouvernement (GE)* : qui capte la qualité de services publics, la performance et l'indépendance de la fonction publique, ainsi que la qualité dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques ;
 - *Qualité de la régulation (RQ)* : qui mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer une réglementation pertinente et favorable à la promotion du secteur privé.

- Gouvernance institutionnelle :
 - *Règle de droit (RL)* : qui capte le degré de confiance et le respect des institutions par les citoyens.
 - *Contrôle de corruption (CC)* : qui mesure l'utilisation des services publics à des fins privées par les élites ou les lobbies.

Ces indicateurs varient de $-2,5$ à $+2,5$; Une valeur plus grande reflète la qualité ou une meilleure performance en matière de gouvernance.

Dans cet article, nous porterons particulièrement notre attention sur l'indicateur « *Stabilité Politique (PS)* » de la gouvernance politique, les indicateurs « *Efficacité du Gouvernement (GE)* » et « *Qualité de la Régulation (RQ)* » qui renseignent sur la gouvernance économique, et enfin l'indicateur « *Contrôle de la Corruption (CC)* » pour la gouvernance institutionnelle. Le choix de ces indicateurs se justifie particulièrement par leur capacité à influencer l'état de la pauvreté. Par exemple, la stabilité politique conditionne la mobilisation de financements et la mise en œuvre des programmes et projets de lutte contre la pauvreté dans un pays donné.

Notre définition de la pauvreté dans cette étude, se rapporte à la situation des gens ne disposant pas de la quantité minimale de biens et services qui permettent une vie normale. Elle s'intéresse alors à la situation dans laquelle un individu n'a pas les moyens de se procurer le panier de biens jugés indispensable à sa survie. Cette approche de la pauvreté, privilégiée en Amérique du Nord et à la Banque Mondiale, considère comme pauvre toute personne touchant un revenu inférieur à un niveau ou seuil absolu (par exemple \$1,25 ou \$2 par jour).

2.1. Les variables du modèle empirique

Dans le modèle que nous proposons d'estimer, les variables suivantes sont retenues :

- $\ln p$ = le logarithme népérien de l'incidence de la pauvreté à \$1,25/jour ou le ratio nombre de pauvres sur la population totale d'un pays. Cette mesure renseigne sur la proportion des pauvres au sein d'une population.
- $\ln y$ = le logarithme népérien du PIB par tête (en \$ constant de 2000).
- GOV = la matrice des indicateurs de la gouvernance : la stabilité politique (PS), l'efficacité du gouvernement (GE), la qualité de la régulation (RQ) et le contrôle de corruption (CC).
- $\ln GINI$ = l'indice de GINI en logarithme népérien pour capter l'influence de la distribution de revenus sur la croissance et la pauvreté.
- POP_RURALE = le ratio population rurale sur la population totale du pays. Cette variable prend en compte les caractéristiques structurelles de la démographie dans les pays de notre échantillon (pays de l'UEMOA) qui relèvent des pays en développement.
- $VAAT$ = la valeur ajoutée agricole par travailleur (en \$ constant de 2000) qui est un indicateur de la productivité agricole.
- $TINV$ = le taux d'investissement comme proxy du capital physique. C'est une mesure de la capacité productive et du potentiel de croissance d'une économie.
- MM = la masse monétaire (M2) en % du PIB qui exprime le taux de liquidité de l'économie au sens strict et CIB = crédit intérieur bancaire en % du PIB qui traduit la facilité avec laquelle le secteur privé accède aux crédits bancaires. Ces deux variables donnent une idée du développement financier des pays.
- $TALPHA$ = le taux d'alphabétisation des adultes comme proxy du capital humain.

En intégrant les variables de gouvernance retenues et les variables de contrôle dans le modèle, on aura la spécification suivante :

$$\begin{cases} \ln p_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 PS_{it} + \alpha_2 GE_{it} + \alpha_3 RQ_{it} + \alpha_4 CC_{it} + \alpha_5 \ln y_{it} + \alpha_6 \ln GINI_{it} + \alpha_7 POP_RURALE_{it} + \alpha_8 VAAT_{it} + \alpha_9 TINV_{it} + \alpha_{10} MM_{it} + \alpha_{11} CIB_{it} + \alpha_{12} TALPHA_{it} + \varepsilon_{it} \\ \ln y_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln GINI_{it} + \beta_2 PS_{it} + \beta_3 GE_{it} + \beta_4 RQ_{it} + \beta_5 CC_{it} + \beta_6 POP_RURALE_{it} + \beta_7 VAAT_{it} + \beta_8 TINV_{it} + \beta_9 MM_{it} + \beta_{10} CIB_{it} + \beta_{11} TALPHA_{it} + \mu_{it} \end{cases}$$

Telle est alors la spécification finale du modèle empirique que nous retiendrons pour l'estimation économétrique.

2.2. Sources des données et méthode d'estimation du modèle empirique

Les données utilisées pour l'estimation sont de sources diverses. En effet, les données sur les variables de la gouvernance proviennent de *Worldwide Governance Indicators (WGI, 2010)*, le taux d'investissements et le taux d'alphabétisation sont extraits respectivement de la base de données de la BCEAO et celle de *Human Development Report (HDR, 2010)*. Les données sur l'incidence de la pauvreté à \$1.25 proviennent de PovcalNet⁶ que nous avons annualisé par la suite (voir annexe). Le reste de données sont fournies par la *World Development Indicators (WDI, 2010)*.

L'échantillon couvre sept des huit pays membres de l'UEMOA à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo sur la période 1996-2005. Le souci d'avoir un panel cylindré, mais surtout la non disponibilité des données sur l'indicateur de gouvernance KKM avant 1996 et le manque de données *PovcalNet* sur l'incidence de la pauvreté après 2005, justifient le choix de cette période d'étude (1996-2005) soit une période de 10ans.

L'estimation pratique du modèle a été faite sous STATA 11, en panel, de 1996 à 2005. Nous avons adopté pour ce faire la méthode dite, des « résidus générés » développée par Pagan (1984). Cette méthode d'estimation s'effectue en deux étapes :

- 1^{ère} étape : Estimer l'équation de $\ln y_{it}$ (Equation 2), et en extraire les résidus;
- 2^{ème} étape : Utiliser ces résidus générés, dans l'équation de la pauvreté $\ln p_{it}$ (Equation 1) afin d'éviter notamment la *double comptabilisation*, et donc une *sous estimation* des effets des variables déjà utilisées dans l'équation de la croissance (Equation 2).

En effet, dans notre modèle de base il est constaté que les mêmes variables utilisées dans l'équation de la croissance se retrouvent dans l'équation de la pauvreté. Ainsi, le « Residual-Generated Regressor (RGR) » nous permettra justement d'éviter la double comptabilisation des ces variables dans le modèle. Ainsi, l'appréciation de l'impact direct de la gouvernance sur la pauvreté se fera alors de façon beaucoup plus précise et à sa juste valeur.

Dans son article de 1984 où il traite de l'utilisation des « *Generated Regressors* », Pagan distingue les « Predictor-Generated Regressors » (PGR) et les « Residual-Generated Regressors » (RGR). Les premiers sont basés sur la valeur prédite de la variable expliquée de l'équation estimée en première étape, alors que les seconds sont basés sur les résidus de l'équation de même type. Dans le cas qui nous concerne c'est-à-dire celui où seuls les RGR sont utilisés en 2nd étape, Pagan (1984) montre que cette procédure d'estimation donne des paramètres et des écart-types

⁶ Le logiciel PovcalNet est l'outil de mesure de pauvreté en ligne développé par le Groupe de Recherche sur le Développement de la Banque Mondiale et à partir duquel on peut générer et télécharger la base de données sur les mesures de la pauvreté et des inégalités sur des périodes de trois ans (Consulté le 22/04/2011).

d'estimation consistants et efficaces⁷. En outre, cette méthode d'estimation a fait l'objet de plusieurs applications notamment dans l'analyse des canaux de transmission. Par exemple, Mallaye (2009) a utilisé les RGR pour étudier la validité de la « gouvernance techniciste » et la « gouvernance démocratique » comme canaux de transmission de l'aide à la croissance. Aussi, la technique d'estimation par les RGR a été utilisée par Gomanee et al. (2005)⁸ lorsqu'ils étudiaient l'impact de l'aide sur la croissance à travers des variables intermédiaires (comme l'investissement) représentant les canaux de transmission. Tous ces auteurs cités ci-haut considèrent, en référence à Pagan (1984), que leurs estimations donnent des paramètres asymptotiquement efficaces et des valeurs correctes de la variance et des écart-types de ces coefficients. Ce qui ne compromet donc pas la validité de l'inférence statistique standard.

L'adoption de cette méthode d'estimation transformera alors légèrement notre modèle au niveau de l'équation de la pauvreté. Ce qui donne finalement le modèle structurel suivant :

$$\begin{cases} \ln p_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 PS_{it} + \alpha_2 GE_{it} + \alpha_3 RO_{it} + \alpha_4 CC_{it} + \alpha_5 RESID_{it} + \alpha_6 \ln GINI_{it} + \alpha_7 POP_RURALE_{it} + \alpha_8 VAAT_{it} + \alpha_9 TINV_{it} + \alpha_{10} MM_{it} + \alpha_{11} CIB_{it} + \alpha_{12} TALPHA_{it} + \varepsilon_{it} \\ \ln y_{it} = \beta_0 + \beta_1 \ln GINI_{it} + \beta_2 PS_{it} + \beta_3 GE_{it} + \beta_4 RO_{it} + \beta_5 CC_{it} + \beta_6 POP_RURALE_{it} + \beta_7 VAAT_{it} + \beta_8 TINV_{it} + \beta_9 MM_{it} + \beta_{10} CIB_{it} + \beta_{11} TALPHA_{it} + \mu_{it} \end{cases}$$

Telle est alors la spécification finale du modèle que nous retenons dans le cadre de cette investigation économétrique.

III. RESULTATS DES ESTIMATIONS

Après une analyse descriptive des données sur l'incidence de la pauvreté, le PIB par tête et les indicateurs de gouvernance, nous présenterons les résultats des estimations et leurs interprétations. Les tests économétriques y afférents sont consignés en annexe du présent papier.

3.1. Analyse descriptive

Le tableau 1 présente la moyenne et l'écart type de l'incidence de la pauvreté à \$1.25 et du PIB par tête (en \$ constant de 2000) pour les sept pays de l'échantillon.

Tableau 1 : Incidence de la pauvreté (1996-2005) et PIB par tête (1996-2009) des pays de l'UEMOA

| | Incidence de la pauvreté à \$1.25 | | | PIB par tête (en \$ constant 2000) | | |
|----------------------|-----------------------------------|---------|------------|------------------------------------|---------|------------|
| | Obs. | Moyenne | Ecart-type | Obs. | Moyenne | Ecart-type |
| Bénin | 10 | 56,590 | 9,494 | 14 | 341.882 | 15.246 |
| Burkina Faso | 10 | 62,142 | 7,466 | 14 | 238.403 | 21.337 |
| Côte d'Ivoire | 10 | 22,857 | 1,678 | 14 | 576.749 | 45.763 |
| Mali | 10 | 64,445 | 12,27 | 14 | 256.509 | 34.511 |
| Niger | 10 | 75,330 | 6,540 | 14 | 170.061 | 4.841 |
| Sénégal | 10 | 44,072 | 8,330 | 14 | 491.738 | 34.157 |
| Togo | 10 | 31,470 | 5,570 | 14 | 253.851 | 10.367 |

Source : Auteur, calculs à partir des données de PovcalNet/World Bank et World Development Indicators 2010.

⁷ Pour un exposé détaillé sur les principaux résultats de l'article de Pagan (1984), notamment ceux relatifs aux RGR ainsi que les implications économétriques, voir Goujon, M. (2008) « L'utilisation des variables explicatives estimées dans les régressions économétriques », *Etudes et Documents E 2008.25*, CERDI-CNRS, Université d'Auvergne (France).

⁸ Cité par Goujon (2008).

Le tableau ci-dessus fait ressortir que les pays ayant le PIB par tête le plus élevé, sont ceux qui enregistrent le plus faible taux de pauvreté. Par exemple, la Côte d'Ivoire qui affiche le taux de pauvreté le plus faible de la zone (22,857%) est le pays qui a le PIB par tête le plus élevé (\$576,749). Par contre le Niger suit la logique inverse avec un taux de pauvreté de 75,33% et un PIB par tête de \$170,061. Le PIB par tête, généralement considéré comme un proxy du bien être, entretient un rapport étroitement négatif avec l'incidence de la pauvreté à \$1.25 dans l'UEMOA.

L'ampleur de fluctuation (mesurée par l'écart type) pour le PIB par tête est plus prononcée pour la Côte d'Ivoire (avec un écart type = 45,76) qui enregistre paradoxalement le plus faible écart type pour l'incidence de la pauvreté (soit 1,678). L'écart type le plus élevé de l'UEMOA pour l'incidence de la pauvreté est obtenu par le Mali (soit 12,27).

Le tableau 2 présente les indicateurs de gouvernance qui sont compris entre -2,5 et +2,5, dont une valeur proche de +2,5 indique une meilleure qualité des institutions et une bonne performance en matière de gouvernance.

Tableau 2 : Indicateurs de la gouvernance dans les pays échantillon (1996-2009)

| | Nbr obs. | Stabilité Politique | | Efficacité du Gouvernement | | Qualité de la Régulation | | Contrôle de la Corruption | |
|-----------------|----------|---------------------|------------|----------------------------|------------|--------------------------|------------|---------------------------|------------|
| | | Moy. | Ecart type | Moy. | Ecart type | Moy. | Ecart type | Moy. | Ecart type |
| Bénin | 14 | +0.578 | 0.25 | -0.412 | 0.10 | -0.331 | 0.16 | -0.655 | 0.14 |
| Burkina | 14 | -0.065 | 0.13 | -0.714 | 0.12 | -0.246 | 0.11 | -0.179 | 0.19 |
| Côte Iv. | 14 | -1.321 | 0.94 | -0.835 | 0.55 | -0.586 | 0.41 | -0.694 | 0.62 |
| Mali | 14 | +0.211 | 0.26 | -0.840 | 0.21 | -0.262 | 0.20 | -0.492 | 0.13 |
| Niger | 14 | -0.386 | 0.32 | -0.919 | 0.18 | -0.713 | 0.35 | -0.840 | 0.26 |
| Sénégal | 14 | -0.406 | 0.29 | -0.135 | 0.15 | -0.209 | 0.07 | -0.192 | 0.21 |
| Togo | 14 | -0.480 | 0.39 | -1.224 | 0.32 | -0.580 | 0.43 | -0.847 | 0.19 |

Source : Auteur, calculs à partir de données Worldwide Governance Indicators 2010

Ce tableau montre que les pays de l'UEMOA sont marqués par une faible performance en matière de gouvernance comme en témoignent les indicateurs qui sont en moyenne négatifs sur la période d'étude.

En termes de stabilité politique, les pays les plus performants de l'union sont respectivement le Bénin et le Mali qui sont les seuls à afficher une moyenne positive sur la période 1996-2009. Bien que les autres indicateurs soient caractérisés par des moyennes négatives pour tous les pays, l'analyse comparative révèle que le Sénégal est le pays le plus performant en termes d'efficacité des pouvoirs publics (-0,135) et la qualité de la réglementation (-0,209). Concernant la maîtrise de la corruption, la première place dans l'union revient au Burkina Faso (-0,179) tandis que le Niger et le Togo discutent la dernière place avec respectivement un score de -0,840 et -0,847 en moyenne.

3.2. Les tests économétriques du modèle empirique : Procédures et Résultats

- Test de racine unitaire sur données de panel : le test Levin-Lin-Chu

Les hypothèses du test LLC sont les suivantes : H_0 : Toutes les séries sont non stationnaires contre H_1 : Toutes les séries sont stationnaires. Ces hypothèses font remarquer que le test LLC est un test commun de l'ensemble du panel et impose l'homogénéité de la conclusion quant à la non stationnarité d'une variable donnée :

soit l'on accepte l'hypothèse de non stationnarité (présence de racine unitaire) pour l'ensemble des individus du panel, soit l'on rejette l'hypothèse de non stationnarité pour l'ensemble des individus.

Une probabilité du test inférieure à 10% conduit au rejet de l'hypothèse H0 de non stationnarité et on conclut que les séries sont stationnaires.

Le panel de l'échantillon étant cylindré, le test de racine unitaire de Levin, Lin et Chu (2002) que nous avons effectué sur nos données révèle que toutes les variables du modèle sont stationnaires à 1% sauf la variable « PS » qui l'est à 5%.

- **Le test de spécification de Hausman**

Le test de spécification de Hausman nous permettra de porter un choix entre le modèle à effets aléatoires et le modèle à effets fixes. En effet, dans le cas où l'on est en présence d'effets fixes significatifs et d'effets aléatoires également significatifs, le choix du modèle le plus approprié relève de la statistique de Hausman et de sa p-value. Ainsi, lorsque la probabilité du test est inférieure à un des seuils conventionnels choisis (1%, 5% ou 10%), la préférence va au modèle à effets fixes.

Dans la présente étude, nous avons effectué le test de Hausman sur les deux équations du modèle, après avoir fait le test de Fisher d'effets fixes et le test de Breusch-Pagan d'effets aléatoires.

Tableau 3 : Test de spécification des équations et choix du modèle approprié

| Tests Modèle | Fisher (effets fixes) | Breusch-Pagan (effets aléatoires) | Hausman | Choix du modèle |
|------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|-----------------------|
| Equation de croissance | F (6, 52)=69.08 Prob>F=0.000 | Wald Chi2(1)=7.46 Prob>Chi2=0.006 | Chi2(11)=376.33 Prob>Chi2=0.000 | Modèle à effets fixes |
| Equation de pauvreté | F (6, 44)=27.66 Prob>F=0.000 | Chi2(1)=0.47 Prob>Chi2=0.4930 | Chi2(12)=311.22 Prob>Chi2=0.000 | Modèle à effets fixes |

Source : l'auteur à partir des résultats de STATA 11.

L'analyse des résultats de ces tests nous recommande le choix du modèle à effets fixes pour l'estimation des deux équations du modèle.

- **Le test d'endogenéité de Hausman**

Le test de Hausman est aussi utilisé pour tester l'endogenéité d'une ou plusieurs variables suivant une procédure bien définie sur Stata⁹ (Kpodar, 2007). Lorsque la probabilité du test est inférieure à 10%, on rejette l'hypothèse d'exogenéité des variables explicatives (supposées endogènes) instrumentées.

Pour notre cas, le test d'endogenéité des variables $\ln y$ et $\ln GINI$ dans l'équation de la pauvreté, conformément à la procédure décrite par Kpodar (2007) affiche une p-value égale à 99.21% qui est supérieure à 10%. Ce qui ne rejette pas l'hypothèse H0 d'exogenéité des dites variables. De même l'endogenéité supposée de la variable $\ln GINI$ dans l'équation de la croissance n'a pas été confirmée par le test d'endogenéité de Hausman que nous avons effectué (p-value=90,95%). L'estimation en variables instrumentales n'est donc plus opportune pour les deux équations. C'est pourquoi nous avons adopté des régressions linéaires avec effets fixes pour les deux équations telles que spécifiées précédemment.

⁹ La procédure pratique sous Stata consiste à estimer d'abord le modèle en variables instrumentales et stocker les résultats de l'estimation. Ensuite, on estime le modèle en régression linéaire (avec la commande `reg` ou `xtreg`). Enfin, on applique le test de Hausman sur les résultats stockés en première estimation. Si la p-value du test n'est pas significative, on ne rejette pas l'hypothèse H0 d'exogenéité des variables présumées endogènes.

- **Test d'autocorrélation des erreurs**

Le test d'autocorrélation de Wooldridge (2002) teste l'hypothèse H_0 d'absence d'autocorrélation d'ordre 1 (commande « xtserial » de STATA). Lorsque la p-value du test est inférieure à 10%, on rejette alors l'hypothèse H_0 , et on conclut qu'il y a autocorrélation de premier ordre des résidus.

Pour l'équation de la croissance, la p-value affectée à cette statistique est de 0,0007. Ce qui ne rejette pas l'hypothèse alternative d'autocorrélation des erreurs d'ordre 1. Ce test d'autocorrélation des résidus s'est également révélé positif pour l'équation de la pauvreté (p-value=0,0002).

Toutefois, la commande « xtregar » de STATA permet d'estimer un modèle avec autocorrélation des résidus de premier ordre en panel. Par conséquent, nous y avons fait recours pour l'estimation du modèle.

- **Test d'hétéroscédasticité des erreurs**

Pour le modèle à effets fixes, la statistique du test d'hétéroscédasticité est donnée par l'expression nR^2 , avec n le nombre d'observation et R^2 le coefficient de détermination de la régression des carrés des résidus¹⁰ sur l'ensemble des variables explicatives du modèle. Cette statistique suit, sous l'hypothèse H_0 d'homocédasticité, une loi de Chi2 à $k-1$ degré de liberté, k étant le nombre des variables explicatives y compris la constante. La règle de décision est la suivante : si $nR^2 > \text{Chi2}_{\alpha}(k-1)$, on rejette l'hypothèse H_0 , et on considère que les erreurs sont hétéroscédastiques.

L'application de cette procédure de test aux deux équations du modèle donne les résultats suivant :

- Equation de la croissance : $R^2 = 0,2376$, $n = 70$, $k = 12$ et $nR^2 = 16,632$

Au seuil de 1%, on a $nR^2 = 16,632 < \text{Chi2}_{\alpha}(11) = 24,725$. On ne rejette pas alors l'hypothèse H_0 d'homocédasticité des erreurs.

- Equation de la pauvreté : $R^2 = 0,1812$, $n = 63$, $k = 13$ et $nR^2 = 11,4156$

Au seuil de 1%, on a $nR^2 = 15,204 < \text{Chi2}_{\alpha}(12) = 26,217$, ce qui ne permet pas de rejeter l'hypothèse H_0 d'homocédasticité des erreurs.

- **Test de normalité des résidus**

La commande « sktest » de STATA permet de tester l'hypothèse H_0 de normalité des résidus après régression. Lorsque la probabilité du test est supérieure à 10%, on ne rejette pas l'hypothèse H_0 de normalité des résidus. En effet, le test de normalité des résidus montrent que les résidus sont normaux pour toutes les deux équations du modèle. Ainsi les p-values sont de 69,69 % et 42,93% respectivement pour l'équation de la croissance et de la pauvreté. Ce qui ne rejette pas l'hypothèse de normalité des résidus pour les équations du modèle.

3.3. Estimation équation de la croissance

Le tableau 4 présente les résultats de l'estimation de l'équation de la croissance. Il en ressort que le modèle est globalement significatif au seuil de 1%. Le R^2 est de 0,75 ; la variabilité des variables explicatives de l'équation expliquerait 75% de la variabilité de la croissance du PIB/tête.

¹⁰ Ces résidus sont récupérés après estimation du modèle à effets fixes.

Tableau 4 : Résultats des estimations de l'équation de la croissance

| Variable dépendante : lny (logarithme népérien du PIB/tête en \$ constant de 2000) | | | |
|--|------------|------------------|--------------|
| Variables explicatives | | Coeff. | Prob. |
| Variables de gouvernance | PS | 0,0314** | 0,040 |
| | GE | 0,0589** | 0,043 |
| | RQ | 0,0500* | 0,054 |
| | CC | -0,0591** | 0,037 |
| Variables de contrôle | lnGINI | -0,8870*** | 0,000 |
| | POP_RURALE | -0,0123 | 0,272 |
| | VAAT | 0,0001 | 0,447 |
| | TINV | 0,0008 | 0,586 |
| | MM | 0,4145* | 0,065 |
| | CIB | 0,6426** | 0,024 |
| | TALPHA | -0,0021 | 0,199 |
| | CONSTANTE | 9,6855*** | 0,000 |
| Spécification : Modèle à effets fixes | | | |
| Nombre d'obs. = 70 | | | |
| R ² (Within) = 0,75 | | | |
| Test de Fisher : F(11,45) = 12,54 Prob>F=0,000 | | | |
| Test de normalité des résidus: Chi2(2) = 0,72 Prob>Chi2=0,6969 | | | |
| (***) , (**) et (*) respectivement à 1% , 5% et 10% | | | |

Source : Résultats de nos estimations sous Stata11.

L'analyse du tableau ci-dessus montre que les variables de gouvernance, à l'exception du Contrôle de Corruption (CC), affectent positivement la croissance économique dans les pays de l'UEMOA. La stabilité politique (PS), l'efficacité des pouvoirs publics (GE), la qualité de la réglementation (RQ) sont d'une importance capitale pour la croissance économique dans l'union. Ces résultats sont conformes à la théorie et aux résultats empiriques qui stipulent que l'amélioration de la gouvernance est un facteur du développement économique. Cependant, le signe non attendu de la variable Contrôle de Corruption (CC) est en contradiction avec les travaux empiriques qui montrent que la corruption affecte négativement la croissance économique (Mauro, 1995), particulièrement dans les pays africains soit directement soit par le canal de l'investissement (Balioune-Lutz et Ndikumana, 2007), ou même dans les pays de l'UEMOA (Ouattara, 2007).

Toutefois, l'impact positif de la corruption sur la croissance économique que nous avons trouvé peut se justifier dans un contexte de défaillance de marché (Manque de transparence, asymétrie d'information...) et de lenteur administrative excessive. En effet, dans une économie où les coûts de transaction sont très élevés, la rapidité des transactions et donc l'efficacité des entreprises peut être favorisée par la corruption du moment où elle contribue à « lubrifier les rouages de l'économie » (Leff, 1964 ; Huntington, 1968 ; Lui, 1985 ; cités par Delavallade, 2007). Ainsi, nos résultats mettent particulièrement en évidence la lourdeur de la réglementation et la lenteur administrative excessive dans les pays de l'union.

Quant aux variables de contrôle significatives, on peut remarquer qu'elles sont toutes conformes à la théorie. Ainsi :

- le développement financier mesuré par le ratio M2 sur PIB (MM) et le ratio crédit intérieur bancaire sur PIB (CIB), influence positivement la croissance économique. Ces résultats confortent les conclusions de Esso (2005) et bien d'autres (King et Levine, 1995 ; Saviddes, 1995 cités par Esso, 2005).

- les inégalités affectent négativement la croissance. Ces résultats sont aussi conformes aux prédictions empiriques de la plupart des travaux. En effet, les estimations des modèles à forme réduite par Alesina et Rodrik (1994), Fishlow (1995) et Clarke (1995) aboutissent à une relation négative entre le taux de croissance et les inégalités traduites par l'indice de GINI (*cf.* : Tableau 1, p 61, *In* Bourguignon, 1998).

3.4. Estimation équation de la pauvreté

Le tableau 5, suivant, fait part des résultats de la régression de la deuxième équation du modèle à savoir la pauvreté. La significativité globale du modèle est donnée par la statistique de Fisher qui est significative au seuil de 1%. Les variables retenues expliquent globalement la variation de l'incidence de la pauvreté à \$1.25. La qualité de l'ajustement est donnée par le coefficient de détermination (62,78%). Les résidus étant normaux, la validité de l'inférence statistique sur les coefficients du modèle est alors garantie.

Tableau 5 : Résultats des estimations de l'équation de la pauvreté

| Variable dépendante : $\ln p_{1.25}$ (logarithme népérien de l'incidence de la pauvreté à \$1.25) | | | |
|---|--------------|------------------|--------------|
| Variables explicatives | | Coeff. | Prob. |
| Variables de gouvernance | PS | -0,0234 | 0,418 |
| | GE | -0,0569 | 0,394 |
| | RQ | 0,1131 | 0,125 |
| | CC | 0,1026 | 0,190 |
| Variable de la croissance | RESID | -0,7900** | 0,021 |
| Variables de contrôle | lnGINI | 2,2462*** | 0,000 |
| | POP_RURALE | -0,0675*** | 0,009 |
| | VAAT | -0,0011*** | 0,007 |
| | TINV | -0,0006 | 0,834 |
| | MM | -1,4808*** | 0,003 |
| | CIB | -0,4088 | 0,426 |
| | TALPHA | -0,0054 | 0,153 |
| | CONSTANTE | 1,2098 | 0,244 |
| Spécification : Modèle à effets fixes Nombre d'obs. = 56 R^2 (Within) = 0,6278 Test de Fisher : $F(12,37) = 5,20$ Prob>F=0,000 Test de normalité des résidus: $\chi^2(2) = 1,69$ Prob> $\chi^2 = 0,4293$ (***) , (**) et (*) respectivement à 1% , 5% et 10% | | | |

Source : Résultats de nos estimations sous Stata11.

Il ressort de ce tableau qu'aucune des variables de gouvernance n'est significative. Cela sous entend que la gouvernance n'a pas eu d'impact sur la réduction de la pauvreté dans l'UEMOA, du moins de façon directe, de 1996 à 2005. Toutefois, ce résultat n'est pas sans avoir avec la définition et la mesure de la pauvreté retenues dans l'étude qui se rapportent à une approche monétaire de la pauvreté. Cette approche ne prenant pas en compte certains aspects liés au droit et à la liberté et qui semblent avoir un lien direct avec la gouvernance. En considérant l'approche par les capacités développée par Amartya SEN, il est théoriquement évident qu'il existe une relation directe entre la gouvernance et la pauvreté. Cependant, la disponibilité de données quantifiables suivant cette approche est une contrainte majeure qui reste à résoudre.

Les résultats montrent par ailleurs que la croissance, en termes résiduels, influence négativement l'incidence de la pauvreté au seuil de 5%. La croissance économique constitue alors un facteur certain de réduction de l'incidence de la pauvreté au sein

des pays de l'UEMOA. Ce résultat conforte les travaux empiriques antérieurs sur le rôle moteur de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté (Deininger et Squire, 1996 ; Dollar et Kraay, 2002 ; Gregory et al, 2005).

Les inégalités exprimées par l'indice de GINI influence positivement l'incidence de la pauvreté au seuil de 1%. Ce résultat est conforme aux conclusions des auteurs qui pointent les inégalités de revenu comme un facteur contraignant qui peut annihiler l'impact bénéfique de la croissance sur la réduction de la pauvreté (Cling et al, 2004 ; Ravallion, 2001 ; Khemiri, 2008 ; Bourguignon, 2002). L'augmentation des ces inégalités aggravent alors l'état de pauvreté dans les pays de l'UEMOA.

La valeur ajoutée agricole par travailleur (VAAT) qui exprime la productivité agricole est significative à 1%. Son signe négatif montre que l'augmentation de la productivité agricole va de paire avec la chute de la proportion des individus vivant avec moins de \$1.25 par jour. Ce résultat appréciable suggère des politiques de lutte contre la pauvreté qui privilégient le développement de l'agriculture par l'amélioration du rendement agricole.

3.5. Validité du mécanisme de transmission par la croissance

Deux conditions¹¹ sont rigoureusement requises pour que la croissance économique soit effectivement un canal de transmission des effets de la gouvernance à la réduction de la pauvreté :

- 1) La croissance économique doit être significativement influencée par les variables de gouvernance retenues ;
- 2) La croissance économique doit avoir à son tour, un impact significatif et attendu sur la pauvreté.

Cette transmission des effets de la gouvernance à la réduction de la pauvreté par le canal de la croissance économique sera validée dans le cas où ces deux conditions sus-citées sont *rigoureusement* respectées.

Pour notre cas, étant donné que la deuxième condition est remplie (*Cf.* tableau 5), la validation du mécanisme de transmission repose alors sur le respect de la première condition. Ainsi, l'on peut conclure que les effets bénéfiques de la « Stabilité politique », d'« Efficacité de gouvernement » et de la « Qualité de la régulation » se transmettent effectivement à la réduction de la pauvreté par le biais de la croissance économique (*Cf.* tableau 4). En revanche, concernant la variable « Contrôle de corruption », il est imprudent de valider le canal de transmission du fait du signe non attendu de cette variable sur la croissance économique.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUES

L'analyse de la gouvernance publique et son rôle dans le processus de réduction de la pauvreté suppose une définition claire et précise. En outre, la majorité des indicateurs de mesure de la gouvernance sont fondés sur des perceptions et non sur des pratiques réelles des Etats. Ces indicateurs sont alors sujets à des erreurs de mesure et peuvent ne pas refléter la réalité pratique en matière la qualité de la gouvernance. Cependant, les indicateurs KKM de la Banque Mondiale que nous avons utilisé dans cette étude, ont le mérite de réduire les biais propres à chaque source en les combinant : la méthode d'agrégation repose notamment sur l'hypothèse de non corrélation entre elles, des erreurs de mesure des variables individuelles.

¹¹ Des conditions similaires de validation de mécanismes de transmission ont été retenues par Mallayé (2009) alors qu'il envisageait la gouvernance comme canal de transmission de l'aide à la croissance dans les pays africains post-conflit.

Cette étude dédiée au lien entre la gouvernance et la réduction de la pauvreté en comptabilisant un mécanisme de transmission met en exergue les résultats suivants :

- la croissance économique est un facteur de réduction de pauvreté dans les pays de l'UEMOA ;
- les variables de gouvernance, caractéristiques des dimensions de celle-ci, ont des impacts différents sur la croissance économique. Cependant, ces mêmes variables de gouvernance n'ont eu aucun impact direct sur la réduction de pauvreté dans l'UEMOA pendant la période concernée par notre étude ;
- la croissance économique constitue un canal de transmission valide des effets de la gouvernance à la réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA.

Toutefois, le résultat concernant l'impact direct non significatif de la gouvernance sur la pauvreté doit être pris avec prudence du fait particulièrement de l'approche que nous avons retenue dans l'étude sur la définition et la mesure de la pauvreté. En effet, cette approche dite monétaire ne prend pas en compte les notions de *capabilities* et de *empowerment* qui semblent être théoriquement les dimensions sur lesquelles la gouvernance agit de façon directe sur la réduction de la pauvreté.

En perspective, des possibilités de prolongement de ce travail de recherche existent. En effet, le canal de croissance a été identifié conformément aux prédictions des partisans de la *trickle down effects* selon lesquelles « la croissance est bonne pour les pauvres » (Dollar et Kraay, 2002). Cependant, les travaux récents concernant l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté renseignent que la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté. Certains de ces travaux mettent en avant le rôle des inégalités (Cling et al, 2003) à l'instar de ceux qui suggèrent une combinaison de deux politiques, c'est-à-dire la croissance et la redistribution (Bourguignon, 2003 et 2004), et ceux qui envisagent précisément la croissance et la redistribution comme mécanismes de transmission des politiques publiques (Avom et Carmignani, 2008). Le rôle direct que joue la croissance dans l'amélioration des revenus des pauvres ainsi que la contrainte majeure que constituent les inégalités dans la réduction de la pauvreté, ont été mis en évidence par la littérature récente. Ces contributions sus-citées suggèrent largement de prendre aussi en compte le canal des inégalités à l'instar de celui de la croissance, car ces deux variables sont supposées agir de façon conjointe pour réduire la pauvreté.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Acemoglu, D. and Robinson, J. (2008) "The role of institutions in growth and development", *Working Paper No. 10*, Commission on Growth and Development, The World Bank, Washington DC.

Amavilah, V. H. (2009) "Globalization, Governance, and the Economic Performance of Sub-Saharan Africa" *Munich Personal RePec Archive (MPRA)*, Paper No. 15600.

Attila, G. (2007) « Corruption, fiscalité et croissance économique dans les pays en développement », *Thèse de doctorat*, CERDI, Université d'Auvergne, Clermont Ferrand I.

Avom, D. et Carmignani, F. (2008) « Pauvreté, Croissance et Redistribution », *Revue Française d'Economie*, No. 1, Vol. XXIII

Baliamoune-Lutz, M. et Ndikumana, L. (2007) « Corruption et croissance dans les pays africains : le canal de l'investissement », *Actes de la Conférence 2007*, Banque Africaine de Développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis- Abeba, Éthiopie, du 15 au 17 novembre.

Banque Mondiale (1992) « Gouvernance et Développement », *Rapport sur le Développement dans le Monde 1992*, Washington DC (Résumé).

Banque Mondiale (2001) « Combattre la pauvreté », *Rapport sur le Développement dans le Monde 2000/2001*, Washington DC (Abrégé).

Banque Mondiale (2010) « Agir pour les entrepreneurs », *Doing Business 2011*, Banque Mondiale, Washington DC.

Bourguignon, F. (1998) « Équité et croissance économique : une nouvelle analyse ? », *Revue française d'économie*, Vol. 13, N°3, pp. 25-84.

Bourguignon F. (2004) « Le triangle pauvreté-croissance-inégalités », *Afrique Contemporaine*, Automne 2004.

Boutaleb, K. (2005) "La problématique du développement socioéconomique et les objectifs d'une authentique réforme de l'Etat en Afrique », *11^{ème} Assemblée générale de CODESRIA*, Maputo, Mozambique.

Cling, J.-P., De Vreyer, P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2003) « La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté : Le rôle des inégalités », *Document de travail DT/2003/04*, Unité de Recherche CIPRE, DIAL.

Coissard, S. et Ferguène A. (2006) « Institutions et croissance économique », *Colloque International, 11-12 Mars*, CREAD-Université, Oran.

Delavallade, C. (2007) « Corruption publique : facteurs institutionnels et effets sur les dépenses publiques », *Thèse de Doctorat*, Université Paris 1, France.

Dollar D. and Kraay A. (2002). "Growth is good for the poor", *Journal of Economic Growth*, Vol. 7, N°3, pp. 195-225.

Duc, C. et Lavallée, E. (2004) « Les bases de données sur la gouvernance », *EURISCO, Cahier de Recherche N°2004-12*, Université Paris Dauphine.

Dwight, B. et al. (2008) « Economie du Développement », 3^{ème} Edition, De Boeck.

Esso, L. J. (2005) « Développement financier, croissance économique et inégalités de revenus entre pays de l'UEMOA », *Politique Economique et Développement E. N°111*, Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, Côte d'Ivoire.

Goujon, M. (2008) « L'utilisation des variables explicatives estimées dans les régressions économétriques », *Etudes et Documents E 2008.25*, CERDI-CNRS, Université d'Auvergne (France).

Gouvernement du Bénin (2007) « Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté », République du Bénin.

Gouvernement du Niger (2007) « Stratégie du Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté », République du Niger.

- Haq, R. and Zia U. (2009) "Does governance contribute to pro-poor growth? Evidence from Pakistan", Pakistan Institute of Development Economics, Islamabad.
- Herrera, J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2005) « Gouvernance, Démocratie et Lutte contre la pauvreté : enseignements tirés des enquêtes auprès des ménages En Afrique sub-saharienne et en Amérique latine », *Document de travail DT/2005-12*, DIAL.
- Hurlin, C. et Mignon, V. (2005) « Une Synthèse des Tests de Racine Unitaire sur Données de Panel », Janvier 2005.
- Kassé, M. (Non Daté) « la bonne gouvernance et la nécessité d'élaborer des indicateurs de suivi et d'évaluation » disponible sur www.mkasse.com (Consulté en 2009).
- Kaufmann, D. and Kraay, A. (2002) "Growth without Governance" *World Bank Policy Research Working Paper No. 2928*, the World Bank.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Mastruzzi, M. (2003) "Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002". *WBEP*, Volume 12, N.12
- Kaufmann, D., Kraay, A. and Mastruzzi, M. (2010) "The Worldwide Governance Indicators: A Summary of Methodology, Data and Analytical Issues", *World Bank Policy Research*, the World Bank.
- Khemiri, I. (2008) « Croissance, Pauvreté et Inégalité : Etude sur des données de Panel des pays en développement », Université Tunis El-Manar, FASEGT, Laboratoire de Prospective, de Stratégie et de Développement Durable, 4^{ème} Colloque International, 18, 19 et 20 juin 2008, Hammamet, Tunisie.
- Kpodar, K. (2007) « Manuel d'initiation à STATA (version 8) », Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI), Clermont Ferrand.
- Lavallée, E. (2006) « Similarité institutionnelle, qualité des institutions et commerce international », *Economie internationale 2006/4* - n° 108, pp. 27-58.
- Mallaye, D. (2009) « Aide, gouvernance et croissance dans les pays africains de post-conflit », Communication à la Conférence « Financial market, adverse shocks and policy response in fragile countries » du ERD, Accra, Ghana.
- Mauro, P. (1995) "Corruption and growth", *Quarterly Journal of Economics*, 110, pp 681-712.
- Meisel, N. et Ould Aoudia, J. (2007) « « La bonne gouvernance » est-elle une bonne stratégie de développement ? », *Document de travail de la DGTPE*, No. 2007/11, France.
- Meisel, N. et Ould Aoudia, J. (2009) « Institutions, gouvernance et pauvreté », Communication, les journées de Tam Dao 2009 (www.tamdaoconf.com).
- Mohamed Bello, I. (2011) « Gouvernance et Réduction de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA : Un canal de transmission par la croissance », Mémoire de DEA-NPTCI, Université d'Abomey-Calavi du Bénin.
- Organisation Mondiale du Commerce (2004) « Analyse du lien entre le cadre général des politiques intérieures et le commerce international », *Rapport sur le Commerce Mondial 2004*.
- Otando, G. (2008) « Le renouveau des théories du développement, Institutions et Bonne gouvernance », Cahiers du LAB.RII, *Document de travail N°177*, Université du Littoral Côte d'Opale.
- Ouattara, W. (2007) « Dépenses Publiques, Corruption et Croissance Économique dans les Pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) : Une Analyse de la Causalité au Sens de Granger », *Revue Africaine de l'Intégration*, Vol. 1, No. 1, janvier.
- Pagan, A. (1984) "Econometric Issues in the Analysis of Regressions with Generated Regressors", *International Economic Review*, Vol. 25, No. 1 (Feb., 1984), pp. 221-247.

PNUD (2000) « Vaincre la pauvreté humaine », Rapport du PNUD sur la pauvreté, One United Nations Plaza, New York, USA.

PNUD (2002) « Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté », *Rapport sur le Développement Humain 2002*, New York, USA.

Robinson, J. A. (2009) “Botswana as a Role Model for Country Success”, World Institute for Development Economics Research (WIDER), *Research Paper No. 2009/40*, United Nations University (UNU), Helsinki, Finland.

Rodrik, D., Subramanian, A., and Francesco, T. (2004) “Institutions rule: The primacy of institutions over geography and integration in economic development” National Bureau of Economic Research, *Working Paper No. 9305*.

Sen, A. (1998) « The possibility of social choice », *Nobel Lecture*, December 8th.

UEMOA (2006) « Programme Economique Régional (PER) 2006-2010, Volume II : Le Programme d’actions », UEMOA, Ouagadougou.

ANNEXES :

Technique d'annualisation des données sur l'incidence de la pauvreté issues de PovcalNet/World Bank

Cette technique d'annualisation de données repose sur le calcul de taux de croissance annuel moyen au cours d'une période encadrée par deux observations dans la base initiale (par exemple la période 2002-2005 où nous avons à générer les données pour l'année 2003 et l'année 2004).

Le calcul s'effectue alors en deux étapes :

- 1) D'abord, calculer le taux de croissance annuel moyen r entre deux observations consécutives à partir de la formule $X_t = X_0 e^{rt}$, avec X_t la variable en date t , X_0 la variable en début de période, r le taux de croissance annuel moyen sur la période, et t le nombre d'années. On a alors
$$\ln X_t = \ln X_0 + tr \Leftrightarrow r = \frac{\ln X_t - \ln X_0}{t}$$
- 2) Ensuite, utiliser le r calculé pour générer les valeurs non observées de la période comprise entre 0 et t . En posant $t = T$, on aura, $X_t = X_0 e^{rt} \Leftrightarrow \ln X_T = \ln X_0 + Tr$, où $\ln X_T$ est la valeur générée pour la date T . Etant donnée que X_0 et r sont constants sur toute la période $[0 ; T]$, on peut calculer enfin toutes les valeurs annuelles manquantes de la période.